



GÉOPOLITIQUE

L'Iran face à ses défis

GÉOÉCONOMIE

Les investissements chinois à la conquête du monde ?

POINTS CHAUDS

États-Unis, Tunisie, Chili, Argentine, Gambie, Équateur

POUTINE

Cap vers l'Asie ?

DOM 9,95 € - NCL / PVF 17,90 CFP - BEL / LUX 11,90 € - ESP / PORTCONT. ALL / AUT / POL 11,90 € - GRE 9,95 € - CH 11,90 € - CAN 13,90 \$ - USA 12,95 € - LDN 19,90 GBP - MAR 9,90 MAD - HKG 12,95 € - JAP 24,90 ¥ - PY - CHR / CIV / GAB / SEN 6,90 CFA

M 056650 - 86 - F: 8,95 € - RD

Retrouvez-nous sur Arelon24.news



6 / POINTS CHAUDS

- 08 - ANALYSE Gambie : la chute d'un dictateur
- 13 - ANALYSE Équateur : la « Révolution Citoyenne » entre ombre et lumière
- 18 - ANALYSE Les débuts de la présidence Trump ou la victoire du jacksonisme ?
- 23 - PORTFOLIO Méfiance et inquiétudes dans le monde après les décrets anti-immigration de Donald Trump
- 24 - ANALYSE Chili-Argentine : retour sur le conflit du Beagle
Tensions frontalières et soif d'intégration en Amérique latine
- 29 - ANALYSE Le printemps tunisien ou la « révolution évolutive »



36 / DOSSIER

- 38 - ANALYSE Quelle place pour la Russie en Asie ?
- 43 - ANALYSE Russie-Chine : plus qu'un partenariat, mais moins qu'une alliance ?
- 47 - ANALYSE La Russie en Asie centrale : demain, la perte de l'« étranger proche » ?
- 51 - ENTRETIEN L'Asie, un axe économique stratégique pour la Russie
- 56 - ANALYSE Perspective indienne sur la Russie



60 / GÉOPOLITIQUE

- 62 - ANALYSE Précis de géostratégie iranienne au Moyen-Orient, à l'intention de Donald Trump
- 67 - ANALYSE L'économie iranienne après le compromis nucléaire : un bilan en demi-teinte
- 73 - ANALYSE La crise environnementale en Iran : enjeux politiques et dimensions régionales



78 / GÉOÉCONOMIE

- 80 - ANALYSE L'Amérique latine : nouveau pré carré de la Chine
- 85 - ANALYSE Pourquoi et comment les entreprises chinoises investissent en Europe



92 / ALERTES DE SÉCURITÉ

- 92 - CARTOGRAPHIE Alertes de sécurité dans le monde

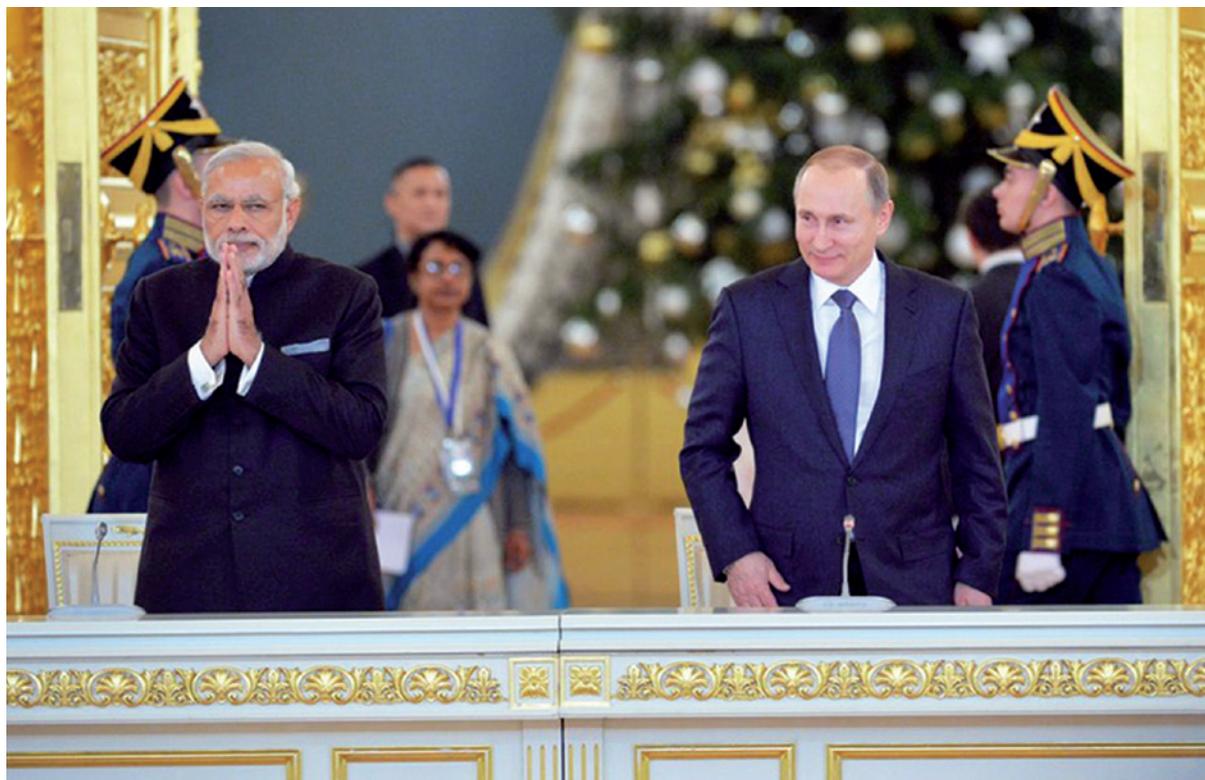


96 / LECTURES

Par **Gilles Boquérat**,
chercheur associé à la
Fondation pour la recherche
stratégique, spécialiste de
l'Asie du Sud.

Photo ci-dessus :

Le président russe Vladimir Poutine accueille le Premier ministre indien Narendra Modi, en visite officielle en Russie, en décembre 2015. Alors que les deux puissances célèbrent cette année leurs soixante-dix ans de relations diplomatiques, celles-ci semblent toujours solides et dépourvues de dissensions majeures. (© Kremlin.ru)



Perspective indienne sur la Russie

« Un vieil ami vaut mieux que deux nouveaux ». Le Premier ministre indien employa cet adage russe lors du 17^e sommet indo-russe d'octobre 2016, pour assurer V. Poutine de la vitalité de la fameuse « amitié éprouvée par le temps » remontant à la période soviétique. Les relations bilatérales n'ont-elles pas été élevées au rang de « partenariat stratégique spécial et privilégié » en 2010 ? Une emphase qui ne peut toutefois dissimuler une réalité plus contrastée.

Un chiffre a longtemps servi à illustrer l'importance prise en Inde par la Russie : 70 % de l'équipement militaire de l'armée indienne en provenaient. Nul autre pays non communiste n'a reçu autant d'aide, économique et militaire, de l'Union soviétique.

L'emprise militaro-industrielle

Les trois armées sont encore largement composées de matériel russe avec, entre autres équipements, les Sukhoi-30 MKI composant 10 escadrons, les chars de combat T-90 (accord

signé en 2006 pour l'acquisition de 1000 exemplaires) et le seul porte-avions *INS Vikramaditya* (anciennement *Amiral Gorchkov*). La prévalence russe demeure, même si la concurrence gagne lentement du terrain. Sur la période 2012-2016, la Russie comptait encore pour 68 % des importations d'armes de l'Inde, suivie à distance par les États-Unis (14 %), puis par Israël (7 %), le Royaume-Uni et la France (1). Lors du dernier sommet indo-russe, New Delhi s'est engagée sur plusieurs acquisitions pour un coût dépassant 10 milliards de dollars et au rang desquelles figurent notamment



le système de missiles de défense antiaérienne et antimissile mobile S-400, quatre frégates furtives et 200 hélicoptères légers multirôles Kamov Ka-226T devant remplacer la flotte vieillissante des Cheetah et des Chetak, versions locales des Alouette et Lama de Sud-Aviation. New Delhi pourrait aussi acquérir un second sous-marin nucléaire d'attaque de classe Akoula, s'ajoutant à celui déjà loué par l'Inde (*INS Chakra*) en 2012, pour une période de dix ans. La modernisation de la flotte de Sukhoi-30 MKI de l'Indian Air Force est également en négociations. Signe des temps, l'Inde, qui disposait jusqu'alors uniquement d'hélicoptères de transport russes, a préféré le CH-47 Chinook de Boeing au Mi-26 russe. De même, c'est le P-8I de Boeing qui est entré en service pour compléter la flotte d'avions de patrouille et de lutte anti-sous-marine composée jusqu'alors de Tupolev-142 et d'Iliouchine-38.

“ Si la primauté de la Russie comme fournisseur d'armement ne s'estompere qu'avec le temps, son importance stratégique pour l'Inde s'est rapidement amoindrie au profit de la relation avec les États-Unis. ”

L'accord portant sur le Ka-226T repose sur la création d'une joint venture entre Hindustan Aeronautics Aircraft Limited (HAL) et Rostec State Corporation, avec HAL détenant 50,5 % du capital. Il est prévu que soixante exemplaires soient livrés par la Russie, le reste étant assemblé sous licence en Inde où seront également localisés le maintien en condition opérationnelle et la production de certains composants. Déjà, une joint venture avait été lancée en 1998 entre la Defence Research and Development Organisation (DRDO, une agence du ministère de la Défense indien) et NPO Machinostroïenia, portant sur la création d'une société commune, BrahMos Aerospace Private Ltd., chargée du développement d'un missile de croisière supersonique destiné à la lutte anti-navire reposant sur une technologie russe. Entré dans l'arsenal indien en 2006, le BrahMos, dont la portée opérationnelle peut dorénavant dépasser les 300 kilomètres, depuis l'adhésion de l'Inde au régime de contrôle de la technologie des missiles (MTCR) en juin 2016, pourrait aussi contribuer aux ambitions exportatrices indiennes.

Si la production sous licence de matériel soviétique/russe remonte aux Mig-21 dans les années 1960, elle ne s'est pas accompagnée de transferts de technologie. Difficile cependant aujourd'hui pour les Russes d'ignorer le « *Make in India* » promu par New Delhi et impliquant dans les contrats d'armement des retombées bénéficiant à la base industrielle et technologique de défense (BITD) indienne. L'Inde comptait sur la volonté réelle de la Russie de transférer son savoir-faire en matière d'avion de combat moderne lorsqu'en 2007, elle accepta de financer à parts égales le programme d'avion de

combat de cinquième génération (FGFA), une variante du T-50 de Sukhoi. La volonté indienne est clairement de ne pas réitérer l'erreur commise pour le Sukhoi 30-MKI dont les 272 exemplaires commandés par New Delhi sont simplement assemblés par HAL. Par ailleurs, dans la perspective d'une relance de l'appel d'offres pour l'avion de combat multirôle complétant le contrat signé pour le Rafale, la Russie s'est positionnée en proposant une nouvelle version du Mig-35.

Un autre domaine où la Russie est confrontée à une concurrence nouvelle en Inde est celui du nucléaire civil, depuis l'approbation donnée par l'Agence internationale à l'énergie atomique à l'accord de garanties négocié avec New Delhi en 2008, suivie par celle du groupe des fournisseurs nucléaires. Le dernier accord majeur signé avec l'Union soviétique porta en 1988 sur la construction de deux réacteurs à Kudankulam (Tamil Nadu). La dislocation de l'URSS retarda la mise en route des travaux et le premier des deux réacteurs de 1000 MW n'est entré en service commercial qu'en décembre 2014. Au moins deux autres doivent s'y ajouter sur le même site avec en ligne de mire la construction d'une douzaine de réacteurs au cours



des deux prochaines décennies. Plus généralement, la coopération économique est d'ailleurs centrée sur le secteur énergétique. En 2016, le gouvernement russe a autorisé l'accord entre Rosneft et un consortium de sociétés indiennes (Oil India, Indian Oil et Bharat Petroresources) portant sur l'acquisition de 24 % des parts de Rosneft dans l'exploitation du champ pétrolier de Vankor (Sibérie orientale), ainsi que l'achat de 30 % de l'entreprise TAAS-Yuryakh Neftegazodobycha, une filiale de Rosneft opérant en Yakoutie, par ce même consortium. La fin de l'année 2016 a vu également l'acquisition, à parts égales, de 98 % du capital d'Essar Oil, la seconde société pétrolière privée indienne, par Rosneft, d'une part, et par l'entreprise de négoce de matières premières Trafigura et le fonds d'investissement russe United Capital Partners, d'autre part. À côté de cela, les échanges commerciaux restent anémiques depuis l'abandon des facilités de paiement en roupies et la possibilité de rembourser les prêts consentis par l'URSS en marchandises. Le commerce bilatéral représente pour l'Inde seulement un dixième des seules importations de produits chinois.

Photo ci-dessus :

Des chars de combat T-90 de l'Indian Army lors d'un exercice militaire. En novembre 2016, la commission chargée des acquisitions du ministère indien de la Défense a donné son feu vert à l'achat de 464 exemplaires de la dernière version de ce char russe, pour un montant qui s'élevait à 2 milliards de dollars. (© Cell105)

Un partenariat stratégique concurrencé

Si la primauté de la Russie comme fournisseur d'armement ne s'estompera qu'avec le temps, son importance stratégique pour l'Inde s'est rapidement amoindrie au profit de la relation avec les États-Unis, avec lesquels les exercices militaires en commun sont devenus monnaie courante et un accord logistique fut signé en août 2016 permettant l'utilisation réciproque de leurs bases militaires, manifestations d'une recherche d'interopérabilité. Après la fin de la guerre froide, l'Inde se prêta au jeu d'un axe Delhi-Moscou-Pékin visant à exercer un contrepoids à l'hyperpuissance américaine, d'autant plus

États-Unis et, de l'autre, assurant la Russie qu'elle peut se fier à une Inde plus forte comme un allié digne de confiance sur le long terme. » (5)

Moscou n'a pu qu'apprécier la grande compréhension affichée par New Delhi concernant l'annexion de la Crimée. L'Inde a même refusé de mêler sa voix à l'Occident qui condamnait l'interventionnisme russe en Ukraine, et adopté une attitude proche de celle de la Russie sur le conflit syrien. La diplomatie indienne y trouvait aussi l'occasion de ne pas paraître alignée sur l'Occident et de donner corps à l'autonomie stratégique revendiquée. Cependant, sur les questions où les intérêts stratégiques indiens sont plus directement concernés, à savoir les ambitions chinoises sur le continent asiatique et sur l'espace maritime indo-pacifique, New Delhi se trouve d'autant plus

“Moscou n'a pu qu'apprécier la grande compréhension affichée par New Delhi concernant l'annexion de la Crimée.”

en phase avec Washington que Moscou ne cesse de multiplier les signes de convergence avec Pékin qui s'accordent mal avec l'actuel climat de défiance entre l'Inde et la Chine. À titre d'exemple, la complémentarité entre le projet russe d'Union économique eurasiennne et la Route de la Soie chinoise, lancée lors du sommet Poutine-Xi Jinping en mai 2015, peut paraître plus porteuse de développement des échanges que le corridor de transport international Nord-Sud associant l'Iran, la Russie et les États du Caucase qu'entend promouvoir New Delhi. Il faut rappeler que, historiquement, le rapprochement indo-soviétique s'était construit en partie sur la volonté de Moscou de disputer à la Chine le leadership du monde communiste dans le Tiers-monde en courtisant l'Inde.

Reconfiguration de l'approche russe

Pouvoir compter sur le soutien diplomatique soviétique/russe dans le cadre de la rivalité avec le Pakistan est depuis longtemps un marqueur de la relation bilatérale pour les Indiens. La dénonciation par l'URSS de résolutions jugées pro-pakistanaïses au Conseil de sécurité des Nations Unies avait d'ailleurs été à l'origine du processus de rapprochement qui culmina avec l'accord d'amitié et de coopération d'août 1971 qui participa de la disparition du Pakistan oriental. New Delhi est donc particulièrement à l'écoute de tout ce qui apparaît comme une remise en cause de ce primat. Une première alerte survint lorsque le ministre de la Défense russe, Sergueï Choïgou, se rendit à Islamabad en novembre 2014 et qu'il signa avec son homologue pakistanais, Khawaja Asif, un accord de coopération en matière de défense. Ce n'est qu'en avril 2007, seize ans après la fin de l'URSS, que le Premier ministre russe, Mikhaïl Fradkov, fit le déplacement à Islamabad. Le concept de politique étrangère de 2008 reconnu dans le Pakistan une puissance régionale importante avec laquelle il fallait développer des liens aussi bien bilatéraux qu'à une échelle multilatérale. Si le président russe ne s'est pas encore rendu à Islamabad



Photo ci-dessus :

Chantier de la centrale nucléaire de Kudankulam, dans le Tamil Nadu, en 2009. Le groupe russe Atomstroyexport vient de lancer la construction de deux nouveaux réacteurs sur ce site, les deux premiers étant entrés en service commercial en 2014 et 2016. L'accord de coopération intergouvernemental avait été signé dès novembre 1988 entre l'URSS et l'Inde, mais il est resté en sommeil une dizaine d'années du fait de la dislocation de l'URSS. (© Petr Pavlicek/AIEA)

que perdurait une méfiance quant au positionnement de Washington sur le programme nucléaire indien ou sur la question du Cachemire. Ces incertitudes furent largement levées au tournant du millénaire dans un sens favorable à l'Inde qui, depuis, privilégie le rapprochement avec les États-Unis, dévalorisant quelque peu la relation avec la Russie, même si les deux pays restent engagés dans un dialogue soutenu, que ce soit dans une configuration bilatérale (sommets annuels depuis 2000) ou dans un format multilatéral (BRICS, le trinôme Russie-Inde-Chine, ou encore l'Organisation de coopération de Shanghai, dont l'Inde doit devenir officiellement membre en juin 2017). Le recul électoral du mouvement communiste indien a aussi privé la Russie d'une voix anti-américaine dans la sphère gouvernementale (2). Un relatif signe de désaffection envers la Russie transparaît dans une enquête d'opinion réalisée en 2016 par le Pew Research Center et dans laquelle 62 % des personnes interrogées n'avaient pas d'opinion sur le président russe et seulement 24 % disaient lui faire confiance, contre 58 % pour Barack Obama (3). Un résultat qui reflète une plus grande proximité avec les États-Unis tenant aussi à la présence dans ce pays d'une communauté d'origine indienne de quelque 3,2 millions d'individus, contre seulement 2000 dans la Fédération de Russie (4). Les rédacteurs d'un exercice de prospective publié en 2010 ne cachaient pas que le défi pour la politique extérieure indienne serait « d'élaborer une relation franche et honnête avec la Russie leur expliquant, d'un côté, les raisons indiennes du renforcement de la relation avec les



– un déplacement qui ne manquerait pas d'être suivi avec une attention particulière à New Delhi –, la Russie a mis formellement terme à un embargo sur la vente de matériel militaire au Pakistan en 2014 lorsque des négociations s'ouvrirent sur la fourniture d'hélicoptères d'attaques Mi-35M devant être livrés en 2017. C'est une motorisation russe (Klimov RD-93) qui est utilisée sur les avions de combat chinois JF-17 sortant des chaînes de montage pakistanaïses. Au cours des derniers mois, les chefs des trois armées pakistanaïses se sont rendus à Moscou. Du 26 septembre au 10 octobre 2016, des forces russes et pakistanaïses ont mené leurs premiers exercices

“ Sur l’Afghanistan, l’Inde et la Russie font une analyse divergente du rôle dévolu aux talibans dans la résolution du conflit intérieur. ”

conjoints à Cherat (Khyber-Pakhtunkhwa). Malencontreuse concordance de dates, ceux-ci survenaient quelques jours après une attaque terroriste contre le quartier général d'une brigade de l'armée indienne à Uri, près de la ligne de contrôle entre l'Inde et le Pakistan, attribuée par New Delhi au groupe islamiste Jaish-e-Mohammed basé au Pakistan. La seule concession faite par la Russie aux susceptibilités indiennes fut d'obtenir que ces exercices ne se tiennent pas dans le Gilgit-Baltistan, région faisant partie du contentieux indo-pakistanaïse sur le Jammu-et-Cachemire. La même année, les deux pays se sont entendus sur le prêt russe de 2 milliards de dollars destiné à la construction par la société RT Global Resources d'un pipeline de gaz naturel liquéfié de 1100 kilomètres reliant Karachi à Lahore.

Moscou fait le constat que, d'une part, l'approfondissement des échanges en matière de sécurité entre l'Inde et les États-Unis est un interlocuteur incontournable dans l'endigement de la menace terroriste et des trafics afférents. Lors du sommet des BRICS à Goa en octobre 2016, Moscou se garda d'abonder, précédé en cela par Pékin, dans le sens de Narendra Modi qui aurait souhaité que, à côté des références à Daech et à Jabhat al-Nusra, les groupes extrémistes basés au Pakistan fassent aussi l'objet d'une condamnation dans la déclaration finale.

Sur l'Afghanistan, l'Inde et la Russie font une analyse divergente du rôle dévolu aux talibans dans la résolution du conflit intérieur. Au cours de la conférence dite du « Cœur sur l'Asie » qui s'est tenue à Amritsar en décembre 2016, Zamir Kaboulov, l'envoyé spécial du président Poutine pour l'Afghanistan et ancien ambassadeur de la Fédération de Russie à Kaboul entre 2004 et 2009, qualifia l'opposition talibane au pouvoir de Kaboul de « mouvement politico-militaire essentiellement national » (6). Par ailleurs, la Russie prit l'initiative de réunir à Moscou le même mois des acteurs régionaux (Chine, Iran, Pakistan) afin de discuter d'une sortie de crise en Afghanistan passant par l'ouverture d'un dialogue entre les talibans et le gouvernement d'unité nationale. L'Inde fut invitée, ainsi que

l'Afghanistan, pour la seconde rencontre le 15 février 2017, après une requête formulée par Ajit Doval, le conseiller indien à la Sécurité nationale, en visite à Moscou fin janvier 2017. Pour New Delhi, Moscou est aveuglé par la crainte d'une expansion de Daech au nord de l'Amou-Daria et par le désir d'avoir à Kaboul des dirigeants moins inféodés aux Américains. Le gouvernement indien s'inquiète surtout d'un réalignement régional légitimant les talibans, sans que ceux-ci aient renoncé à la violence, et servant finalement les intérêts du Pakistan que les liens étroits entre New Delhi et Kaboul irritent.

En cette année du soixante-dixième anniversaire de leur établissement, les relations diplomatiques indo-russes ont indubitablement perdu de leur allant, conséquence inévitable du



fait que les facteurs qui l'avaient portée du temps de l'Union soviétique, à savoir une perception négative des États-Unis et de la Chine, n'existent plus ou avec une moindre intensité. Il n'en demeure pas moins que, aux yeux de New Delhi, la Russie reste un interlocuteur bienveillant dans une relation exempte de contentieux majeurs, un soutien diplomatique non négligeable, malgré les réserves observées plus haut, et un facteur incontournable de la puissance militaire indienne.

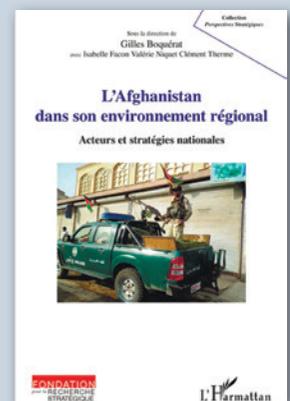
Gilles Boquérat

Notes

- (1) <http://armstrade.sipri.org/armstrade/page/values.php>
- (2) Le retrait du soutien des communistes au gouvernement de Manmohan Singh du fait de leur opposition à l'accord de coopération nucléaire civil avec les Américains n'avait pas empêché le Premier ministre d'obtenir un vote de confiance de l'Assemblée nationale en 2008.
- (3) <http://assets.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/2/2016/09/Pew-Research-Center-India-Report-FINAL-September-192c-2016.pdf>
- (4) Estimation faite en décembre 2016. http://mea.gov.in/images/attach/NRIs-and-PIOs_1.pdf
- (5) Raja Menon et Rajiv Kumar, *The Long View from Delhi: To Define the Indian Grand Strategy for Foreign Policy*, New Delhi, Academic Foundation, p. 76.
- (6) <https://thewire.in/84672/pakistan-isis-afghanistan-russia/>. Pour rappel, Le mouvement taliban avait été placé sur la liste des organisations terroristes par la Cour suprême russe en février 2003.

Photo ci-contre :

Le représentant spécial du président russe pour l'Afghanistan, Zamir Kaboulov (à gauche), rencontre le président afghan, Ashraf Ghani (à droite) en mars 2015. Le général américain Curtis Scaparrotti, commandant suprême des forces alliées en Europe (OTAN), a déclaré lors d'une audition au Sénat des États-Unis en mars dernier que l'influence de la Russie sur les talibans allait croissant, « en termes d'association et peut-être même d'approvisionnement » (sans préciser la nature de ces livraisons), une implication aussitôt démentie par Zamir Kaboulov. La Russie estime toutefois, contrairement à l'Inde, que les talibans devraient être inclus dans un « dialogue constructif » pour trouver une issue au conflit afghan. (© Ambassade de Russie en Afghanistan)



Pour aller plus loin

Gilles Boquérat (dir.), *L'Afghanistan dans son environnement régional : acteurs et stratégies nationales*, Paris, L'Harmattan, coll. « Perspectives stratégiques », 2016.

OFFRE SPÉCIALE D'ABONNEMENT

Chaque mois, découvrez dans nos magazines
DIPLOMATIE (6 n°/an) & LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE (6 n°/an)
 le meilleur de la géopolitique et des affaires internationales

OUI, JE M'ABONNE OU J'ABONNE UN(E) AMI(E) :

**OFFRE N°1
 ABONNEMENT À DIPLOMATIE**



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS
 France métrop. 40€ DOM/TOM/Europe 55€ Reste du monde 70€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
 France métrop. 70€ DOM/TOM/Europe 100€ Reste du monde 130€

**OFFRE N°2
 ABONNEMENT AUX GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



1 AN D'ABONNEMENT • 6 NUMÉROS
 France métrop. 45€ DOM/TOM/Europe 60€ Reste du monde 75€

2 ANS D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
 France métrop. 80€ DOM/TOM/Europe 110€ Reste du monde 140€

**OFFRE N°3
 ABONNEMENT À DIPLOMATIE + LES GRANDS DOSSIERS DE DIPLOMATIE**



1 AN D'ABONNEMENT • 12 NUMÉROS
 France métrop. 75€ DOM/TOM/Europe 105€ Reste du monde 135€

2 ANS D'ABONNEMENT • 24 NUMÉROS
 France métrop. 140€ DOM/TOM/Europe 200€ Reste du monde 260€

Offres valables jusqu'au 31/07/2017 dans la limite des stocks disponibles

MES COORDONNÉES

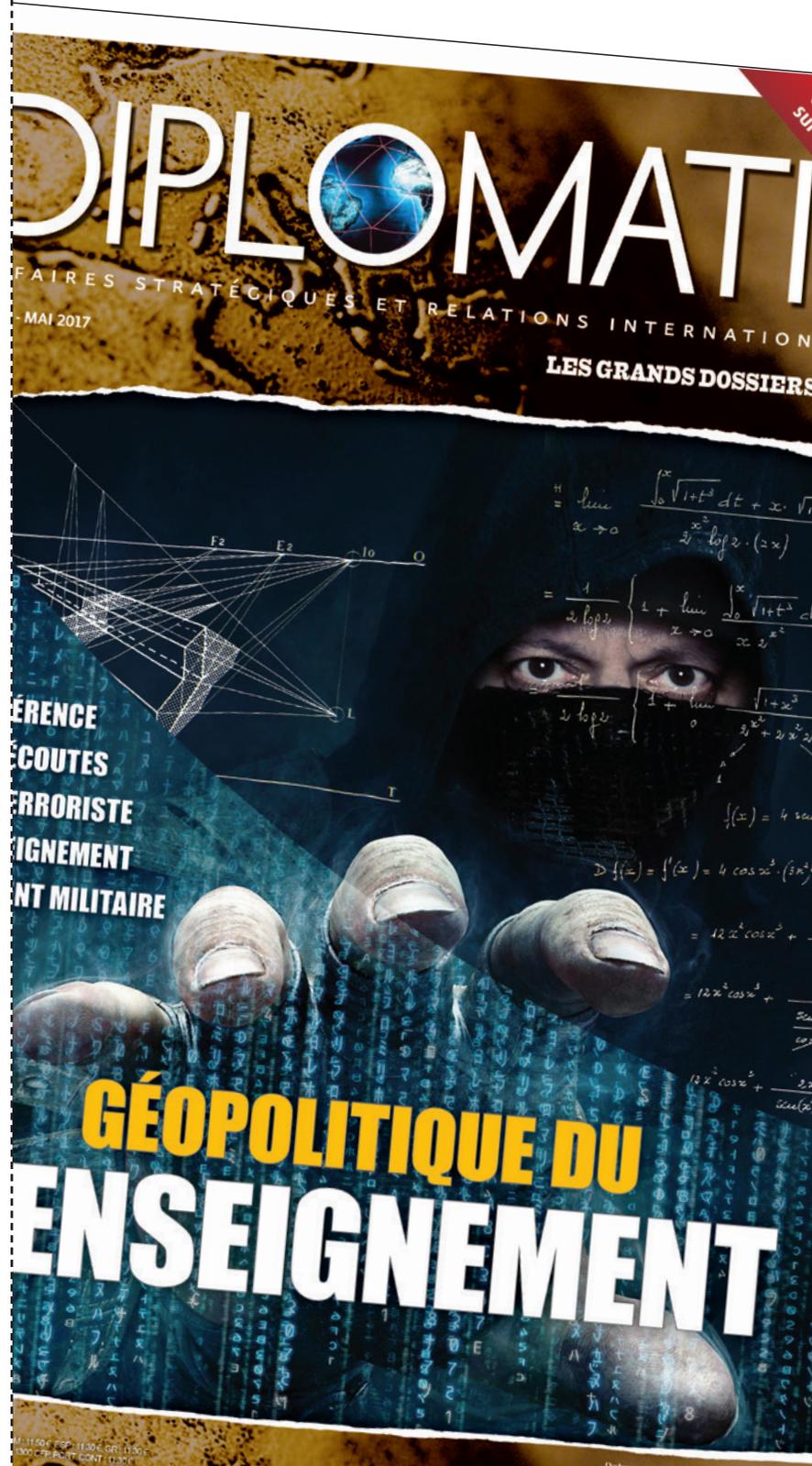
M. M^{me} M^{lle} Nom.....
 Prénom.....
 Adresse.....
 Code postal..... Ville.....
 Pays.....
 Téléphone.....
 E-mail.....

JE RÈGLE MON (MES) ABONNEMENT(S) PAR :

chèque bancaire ou postal, libellé en euros (à l'ordre d'AREION)
 par carte bancaire (VISA/ Mastercard) Date et signature (obligatoires)

N° de carte ____/____/____/____
 Date d'expiration ____/____
 Cryptogramme ____
(3 derniers chiffres au dos de la CB)

Conformément à la loi Informatique et Libertés du 6.01.1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant. Les renseignements demandés sont réservés au traitement de votre commande. Par notre intermédiaire, vous n'êtes pas amené à recevoir de propositions émanant d'autres sociétés.



Passez votre commande sur notre boutique sécurisée

areion24.news



À renvoyer par courrier à :

MAGAZINE DIPLOMATIE - SERVICE ABONNEMENT
 c/o BACK-OFFICE PRESS -12350 PRIVEZAC

Vous pouvez également vous abonner sur Internet : www.geostrategique.com